

L'Adresse—M. Broadbent

Au lieu d'éliminer cette iniquité, les conservateurs prévoient obtenir des milliards de plus des familles par l'introduction de leur nouvelle taxe de vente régressive. Année après année, le Vérificateur général souligne que les entreprises doivent des milliards de dollars en impôt différé. Ce montant dépasse actuellement 3 milliards de dollars, dont la plus grande partie ne sera jamais payée.

Le discours du Trône ne contient aucune indication à l'effet que le prochain budget doit obliger les entreprises à payer leur part.

Monsieur le Président, il y a des pays où les entreprises paient leur part, et il est temps que les entreprises ici, au Canada, paient leur part.

Monsieur le Président, pour encourager plus de croissance dans l'économie, en général il est désirable d'encourager plus de concurrence. Les conservateurs parlent très souvent de l'importance de la concurrence dans l'économie. Mais le Canada a le taux le plus élevé de concentration d'entreprises des pays industrialisés. Notre économie est de plus en plus concentrée. A elles seules, neuf familles possèdent 46 p. 100 de la valeur de toutes les actions des 300 plus importantes sociétés inscrites à la Bourse de Toronto.

Récemment, les consommateurs et les travailleurs canadiens directement affectés ont subi sans pouvoir agir l'achat de la Wardair par Canadien, la fusion de la Molson et de la Carling, l'achat de la Texaco Canada par l'Imperial Oil et la prise de contrôle de la Consolidated Bathurst par une société de Chicago. A cause de la déduction de l'intérêt sur l'investissement, ces récentes fusions coûteront des millions de dollars au Trésor.

Au lieu de prendre des décisions pour remédier à cette situation, le ministre responsable a donné sa bénédiction. Au lieu de changer le régime fiscal qui encourage ce processus, les conservateurs veulent couper dans les budgets des programmes sociaux.

[Traduction]

Quel est le loyer de l'argent? Les taux d'intérêt tournent aujourd'hui autour de 13 p. 100. Comme notre critique en matière de finances le signalait à la Chambre hier, les taux réels atteignent déjà leur sommet du temps des libéraux, au début des années 80. A cette époque, alors qu'ils siégeaient du côté de l'opposition, l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et l'actuel ministre des Finances qualifiaient la situation d'épouvantable et d'inacceptable. Elle était inacceptable sous un régime libéral et elle l'est encore sous un régime conservateur.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ces taux sont terribles pour les petites entreprises, néfastes pour les hommes, les femmes et les familles qui veulent acheter une maison ou renouveler leur hypothèque, épouvantables pour les agriculteurs de toutes les régions, surtout ceux des Prairies où rien ne tourne rond depuis quelques années. Ces groupes se retrouvent encore une fois victimes de niveaux sans précédent des taux d'intérêt.

Un gouvernement qui s'inquiète du déficit est bien conscient que la hausse d'un point de pourcentage du loyer de l'argent grossit les frais de la dette des Canadiens de 1,5 milliard de dollars. La différence entre le taux d'intérêt réel et le taux prévu par le gouvernement dans son budget de 1988, si elle persiste une seule année, provoquera un bond énorme du déficit, de 7,9 milliards, que les Canadiens devront payer.

Le ministre des Finances était à Washington, à une réunion des sept plus grands pays industrialisés. Je ne prétends pas que le gouvernement canadien ou tout autre gouvernement puisse, à propos des taux d'intérêt, se couper tout à fait de ce qui se passe dans le monde industriel. Nous avons une certaine latitude, mais nous n'en avons pas profité. Quant à nos relations traditionnelles avec les États-Unis, nos taux d'intérêt pourraient être encore plus bas.

Il y a tant de gouvernements conservateurs au pouvoir dans le monde industriel que lorsque les Sept Grands se réunissent, c'est comme une réunion du club Albany. Ce sont des réunions internationales de conservateurs, auxquelles sont conviés un ou deux hommes politiques d'autre trempe—dommage qu'il n'y en ait pas davantage. Le gouvernement devrait s'inquiéter des effets pervers des taux d'intérêt élevés à l'extérieur du sud de l'Ontario et du sud du Québec.

Au niveau des Sept Grands, au lieu d'adopter automatiquement une idéologie très conservatrice à l'égard des taux d'intérêt, les ministres des Finances de tous les pays industrialisés devraient s'efforcer de comprendre ce qui s'est passé au début des années 80. A ce moment-là, les mêmes pays industrialisés ont commencé à hausser leurs taux d'intérêt pour freiner l'inflation. Si nous agissons ainsi pendant assez longtemps, si des millions de travailleurs se retrouvent sans travail, ce qui est précisément arrivé en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, nous tuons le patient au lieu d'assainir l'économie. L'inflation a été jugulée, mais des millions de personnes en ont supporté les affreuses conséquences, ici au Canada et à l'étranger.

Des voix: Bravo!